

**Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 27 juillet 2016 sur les prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans le domaine de tension HTB**

*Question 1 : Quel est votre retour d'expérience sur le TURPE 4 HTB entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2013 ? Partagez-vous les analyses de la CRE sur le bilan du TURPE 4 HTB ?*

La visibilité est essentielle pour les grands consommateurs d'électricité membre de l'UNIDEN.

Nous approuvons la visibilité sur la trajectoire du tarif pour les industriels, notamment quand on se compare aux autres pays présentés par la CRE.

Les gains de productivité de RTE sont un autre point positif de cette période.

En revanche, le taux de rémunération nominal à 7,25% de RTE sur toute la durée du tarif nous semble ne pas tenir compte des conditions actuelles de taux bas et de la faible inflation.

*Question 2 : Etes-vous favorable au maintien d'une durée de quatre ans environ pour le prochain tarif de RTE ? Sinon, quelle serait, selon vous, la durée la plus pertinente ?*

Oui, l'UNIDEN y est favorable.

En effet, ainsi qu'indiqué dans sa réponse à la consultation publique de la CRE du 24 mai 2016 relative à la structure des TURPE, l'UNIDEN tient à rappeler l'importance pour les industriels d'avoir de la visibilité sur leurs coûts d'accès au réseau de transport d'électricité.

*Question 3 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à la productivité sur les charges nettes d'exploitation de RTE selon lequel l'opérateur conserve les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?*

Oui, l'UNIDEN y est favorable.

*Question 4 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE pour le financement de la constitution des réserves d'équilibrage ? En particulier, êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'une régulation incitative pour ce poste ?*

Ainsi qu'indiqué dans sa réponse à la consultation publique de la CRE du 24 mai 2016 relative à la structure des TURPE, l'UNIDEN considère que toute uniformisation du mode de financement des réserves doit s'accompagner d'une étude d'impact sur les consommateurs et en particulier une analyse de l'impact sur le comportement de ces derniers.

L'UNIDEN n'est pas favorable à la régulation incitative proposée qui semble ne prévoir que des gains pour le gestionnaire de réseau en cas de baisse des volumes contractualisés.

*Question 5 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas inclure dans le CRCP les charges relatives aux Services système tension pour le TURPE 5 HTB ?*

Oui, l'UNIDEN y est favorable.

*Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'inclure les pénalités des appels d'offres pour les réserves rapide et complémentaires et celles des services système fréquence et tension à 100% au CRCP ?*

Oui, l'UNIDEN y est favorable.

*Question 7 : Avez-vous des remarques sur le cadre incitatif envisagé pour les projets d'interconnexion ?*

Ainsi qu'indiqué dans sa réponse à la consultation publique de la CRE sur le schéma décennal de développement du réseau de transport d'électricité en France élaboré par RTE, l'UNIDEN souhaite mettre l'accent sur l'importance des enjeux du développement des interconnexions en termes de coût pour les consommateurs français : les dépenses d'interconnexions sont passées de 29% à 45% des investissements globaux entre le plan à 10 ans de février 2015 et le plan RTE de février 2016.

D'une part, tout nouvel investissement doit s'accompagner d'une réelle étude d'impact sur le coût de l'accès aux réseaux de transport et de distribution pour les consommateurs français et les solutions alternatives au développement du réseau de transport d'électricité en France et aux interconnexions doivent être pleinement analysées.

D'autre part, RTE doit être incité à défendre les projets utiles, dont le taux d'utilisation de la capacité d'interconnexion est donc élevé. Supprimer cette incitation et limiter les incitations pour RTE à la réalisation des investissements feraient courir le risque d'une dérive du nombre de projets non utile pour la collectivité. De plus, ce critère est garant de la limitation de la prime de risque dans le coût du capital.

L'UNIDEN rejoint donc la CRE dans le maintien et le renforcement de l'incitation de RTE portant sur le taux d'utilisation des capacités d'interconnexion installées.

*Question 8 : Avez-vous des remarques concernant le mécanisme incitatif envisagé pour les nouveaux projets de RTE ?*

L'UNIDEN souhaite que les décisions d'investissement, notamment dans des capacités d'interconnexion soient contrôlées et fassent l'objet d'études d'impact approfondies et d'analyses de solutions alternatives.

L'UNIDEN partage l'analyse de la CRE d'un besoin d'incitation du gestionnaire de réseau à réaliser des investissements au meilleur coût pour la collectivité.

*Question 9 : Pensez-vous opportun d'étendre ce mécanisme aux projets déjà décidés par RTE ?*

L'UNIDEN juge opportun d'analyser la pertinence des coûts passés non pour jeter l'opprobre sur le travail de RTE mais pour valider la méthode de contrôle proposé par la CRE.

*Question 10 : Avez-vous des remarques sur le cadre incitatif envisagé pour les investissements « hors réseaux » ?*

L'UNIDEN partage le souhait de la CRE d'inciter RTE à avoir une gestion efficaces des charges globales de fonctionnement, en ce compris les investissements hors réseaux.

*Question 11 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation de la qualité d'alimentation ?*

Une incitation du gestionnaire de réseau de transport à assurer une qualité d'alimentation acceptable au meilleur coût pour la collectivité est absolument nécessaire.

Le mécanisme d'incitation doit cependant être proportionné afin de ne pas augmenter les charges d'investissement et d'exploitation du réseau pour atteindre des niveaux de qualité d'alimentation qui ne seraient pas justifiées économiquement.

L'ajustement des niveaux à l'historique mais le maintien de plafond et de pénalité progressives nous semblent néanmoins suffisants pour garantir une bonne incitation de RTE au meilleur coût pour les consommateurs.

*Question 12 : Etes-vous favorable à ce que les coupures provenant du RPT soient intégrées dans le périmètre du dispositif d'indemnisation pour coupures longues qui s'appliquerait aux GRD pour le TURPE 5 HTB ?*

Pas d'avis.

*Question 13 : Estimez-vous souhaitable de mettre en place une régulation incitative de la qualité de service de RTE dans le TURPE 5 HTB ? Si oui, dans quels domaines ?*

A la date, les indicateurs nous semblent trop subjectifs pour donner lieu à une régulation incitative. Bien que la qualité de service soit un point essentiel du travail de RTE vis-à-vis de ses clients, elle ne doit pas faire oublier que l'objectif principal de RTE reste de maintenir et d'exploiter le réseau de transport d'électricité en France.

*Question 14 : Etes-vous favorable à ce que RTE publie ses indicateurs de suivi de la qualité de service ?*

Pas d'opposition.

*Question 15 : Etes-vous favorable à la reconduction du cadre actuel de régulation de la R&D ?*

Pas d'avis.

*Question 16 : Quelle est votre analyse de la trajectoire et du programme des dépenses de R&D prévus par RTE pour le TURPE 5 HTB ?*

Pas d'avis.

*Question 17 : Etes-vous favorable à l'introduction dans le TURPE 5 HTB de la possibilité de prendre en compte des projets de déploiement des réseaux électriques intelligents proposés par RTE en cours de période tarifaire ?*

Pas d'avis.

*Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité d'inciter RTE à réduire le coût total des pertes ?*

La réduction du coût total des pertes doit s'apprécier au regard des investissements ou des autres coûts à consentir pour les réduire. Cela ne doit donc pas être un objectif pris séparément. Le seul objectif doit être d'optimiser les charges globales de fonctionnement du réseau.

*Question 19 : Etes-vous favorable au mécanisme d'incitation sur les pertes envisagé par la CRE ?*

Le mécanisme d'incitation doit être global et ne pas conduire à réduire le coût des pertes tout en augmentant le coût des investissements ou des autres charges d'exploitation du réseau de façon non rentable.

*Question 20 : Le taux de partage envisagé vous semble-t-il cohérent avec le degré de maîtrise dont dispose RTE sur ce poste de coût ?*

Pas d'avis.

*Question 21 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le partage de responsabilité entre les lauréats des appels d'offres passés et RTE pour le raccordement des éoliennes en mer ?*

Le développement des projets de centrales éoliennes en mer ne doit pas être financé de quelque manière que ce soit par le TURPE.

Le coût de raccordement de ces installations, très élevé et dont le montant est un des éléments cruciaux de la rentabilité de ces projets, doit être porté par le mécanisme de complément de rémunération dont le montant résulte d'un mécanisme d'appel à projets lancé par la CRE.

En aucun cas, une partie des risques et des coûts de ces projets très onéreux ne doit être porté par le gestionnaire de réseau.

Cela compromettrait l'analyse effective des coûts réels de mise en œuvre de ces solutions.

*Question 22 : Avez-vous d'autres remarques sur la régulation du raccordement des éoliennes en mer ?*

Le développement des projets de centrales éoliennes en mer ne doit pas être financé de quelque manière que ce soit par le TURPE.

*Question 23 : Etes-vous favorable à la reconduction des principes de fonctionnement du CRCP ? Sinon, quelles seraient, selon vous, les modifications à apporter au mécanisme actuellement en vigueur ?*

Le principe d'inscription au CRCP des charges qui sont subies par le gestionnaire de réseau dans la limite de +/- 2% nous semble devoir être maintenu afin de pouvoir intégrer des gains ou pertes non prévues d'une année sur l'autre.

*Question 24 : Etes-vous favorable aux évolutions de périmètre du CRCP envisagées par la CRE ?*

Sur les évolutions de périmètre du CRCP, l'UNIDEN n'est pas favorable à intégrer les charges suivantes :

- Les charges de constitution des réserves d'équilibrage (cf. ci-avant) ;
- Les pénalités services système et celles des appels d'offre réserves rapide et complémentaire ainsi que les surcoûts liés à la reconstitution des services système en cas de défaillance du responsable de réserves ;
- Les indemnités versées par RTE aux GRD au titre des coupures longues au-delà d'un montant de 15 M€.

*Question 25 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous concernant le niveau des charges à couvrir par le TURPE 5 HTB, dans les conditions envisagées par la CRE ?*

Ainsi qu'indiqué dans sa réponse à la consultation publique de la CRE du 24 mai 2016 relative à la structure des TURPE, l'UNIDEN n'est pas favorable à une évolution du TURPE à l'issue de 2 ans de mis en œuvre. Ceci aurait un impact sur la visibilité pour les industriels sur leurs coûts d'accès au réseau d'une part et ne nous paraît pas justifier compte tenu de la nature des coûts du réseau d'autre part.

*Question 26 : Etes-vous d'accord avec les ajustements envisagés par la CRE sur les achats liés au système électrique ?*

Pas d'avis.

*Question 27 : Que pensez-vous de la fourchette de charges nettes de fonctionnement envisagée par la CRE ?*

Pas d'avis.

*Question 28 : Etes-vous d'accord avec la trajectoire de recettes d'interconnexion envisagée par la CRE ?*

Pas d'avis.

*Question 29 : Etes-vous favorable aux demandes de RTE d'évolution de la méthode de calcul des charges de capital ?*

Sur les demandes de RTE d'évolution de la méthode de calcul des charges de capital :

- Calcul de la Base d'Actifs Régulés à mi-année : pas d'opposition.
- Rémunération des immobilisations en cours au CMPC (vs. coût de la dette) : étant donné l'activité régulée exercée par RTE, le CMPC devrait être proche du coût de la dette. Et, ce dernier nous semble plus objectif et transparent que le CMPC qui prend en compte également les attentes des actionnaires. Autrement dit, une rémunération au CMPC pourrait conduire les actionnaires à demander plus ce qui augmenterait alors mécaniquement le CMPC et donc le TURPE...
- Les actifs entièrement amortis ne doivent pas faire l'objet d'une rémunération du capital au motif qu'ils généreraient des risques pour RTE. En effet, ces risques sont normalement supportés par le TURPE.
- De même, la rémunération d'un actif subventionné ne se justifie-t-elle pas.

*Question 30 : Que pensez-vous de la fourchette de coût moyen pondéré du capital envisagée par la CRE ?*

Le calcul du CMPC doit prendre en compte le caractère régulé des activités de RTE, ce qui ne semble pas être le cas avec une valeur de 5,75% qui semble excessive au regard des conditions actuelles de marché.

*Question 31 : Que pensez-vous de la trajectoire d'investissements présentée par RTE ?*

Les dépenses de renouvellement surtout sur les réseaux régionaux sont en forte hausse et nécessitent d'en comprendre les raisons.

Ainsi qu'indiqué dans sa réponse à la consultation publique de la CRE sur le schéma décennal de développement du réseau de transport d'électricité en France élaboré par RTE, l'UNIDEN souhaite que tout nouvel investissement soit accompagné d'une réelle étude d'impact sur le coût de l'accès aux réseaux de transport et de distribution pour les consommateurs français et que les solutions alternatives au développement du réseau de transport d'électricité en France et aux interconnexions soient pleinement analysées.

*Question 32 : Que pensez-vous des hypothèses d'évolution de la consommation présentées par RTE ?*

Pas d'avis.

*Question 33 : Avez-vous toute autre remarque sur le prochain tarif TURPE 5 HTB ?*

Pas d'autre remarque.